

Ah qu'il était doux le temps où le chemin de fer n'avait d'autre règle que l'intérêt commun...

écrit par Daniel Pollett | 20 octobre 2015



LA FRANCE À L'ABANDON ET L'ABANDON DE LA FRANCE

Le lecteur est invité à observer la symétrie des deux moitiés du texte.

Autrefois, la France fut l'un des pays promoteurs d'une innovation technique ayant amené les transports à faire un bond en avant sans précédent : le chemin de fer.



Sous l'impulsion d'ingénieurs capables du meilleur, le Rail s'y développa, faisant progresser le déplacement des hommes et des marchandises de la vitesse des chars à bœufs à celle du vent dans ses plus beaux jours. Ce fut une avancée incroyable qui améliora durablement les conditions de vie.

L'ingénieur Charles de Freycinet (1828-1923) ayant été chef d'exploitation de la Compagnie des chemins de fer du Midi, fut ministre des Travaux publics (1877-1879). Sous son impulsion, il fut entrepris de multiplier les lignes de chemin de fer *en tant qu'aménagement du territoire* : chaque préfecture et sous-préfecture devait être reliée, dans le but de désenclaver les régions mal desservies. Toutefois, cette idée très républicaine (le bien commun) pouvait amener à une rentabilité discutable. Il laissa son nom dans d'autres domaines des transports, notamment fluviaux.

Cette initiative permit d'assurer un travail à long terme à des milliers de courageux bâtisseurs, légitimement fiers de leurs œuvres et multipliant chaque semaine par au moins deux les trente-cinq heures des socialistes. Des spécialistes furent durablement employés à l'administration, l'utilisation et la maintenance des lignes ainsi créées, pour le meilleur profit de la vie individuelle et collective.

D'autres brillants ingénieurs tels que Henri Chapelon ou Louis Armand eurent le grand honneur - rare dans le monde ferroviaire- d'avoir leurs noms associés aux résultats de

leurs inventions : locomotives Chapelon (aux performances augmentées) ou Traitement Intégral Armand (TIA, pour empêcher l'entartrage des chaudières de locomotives). Tous furent de dévoués serviteurs du bien commun et de la France en étant d'excellents contributeurs du Rail.



C'est dans ce contexte initié par Freycinet que fut réalisée la ligne du Vigan (Gard) à Tournemire (Aveyron) ville située sur la « Ligne des Causses » Béziers (Hérault) – Neussargues (Cantal). Longue de 61,8 km, cette ligne Le Vigan – Tournemire fut mise en service en 1896 après 11 années de travaux impressionnants : 37 tunnels, 14 viaducs et un grand nombre de ponts construits en pierre de taille, parfois en acier riveté à chaud, ainsi qu'une multitude de systèmes d'écoulement des eaux pluviales. Malgré une augmentation du trafic entre les deux guerres, elle fut fermée au trafic voyageurs en 1939. À partir de 1951 le trafic marchandises fut réduit et la ligne fut définitivement fermée l'année suivante. Les inondations de 1988 furent le prétexte à l'abandon total de la ligne, en plus de celle reliant Le Vigan à Nîmes où persistait pourtant un trafic régulier.



Finis l'autorail pittoresque auquel on ajoutait une remorque les jours de marché et les petits trains de détail pour les marchandises !

Observons que ce maillage ferroviaire performant avait pour but de faciliter les relations humaines et les échanges commerciaux, garants de la vie sociale et collective. Si toutefois il est bon d'économiser le bien commun, les services publics n'ont pas à être rentables, ils sont là d'abord pour servir le pays. En fermant et en détruisant des lignes de chemin de fer, on augmente d'autant les véhicules sur des routes saturées ; ensuite, on se plaint des bouchons, des accidents et de la pollution ; constatons que tout cela n'est guère cohérent !

Cet abandon de possibilités et aussi du travail considérable de nos Anciens illustre ce qui se fait depuis longtemps partout : l'abandon de la France et des Français au profit d'intérêts financiers particuliers, de pouvoirs supranationaux en plus que d'idéologies illusoire de plus en plus démentes alliées à l'invasion migratoire dévastatrice. C'est cela la mondialisation.

Nous pouvons voir aujourd'hui les vestiges de ce passé prometteur, entreprenant et courageux le long des Cévennes. Il reste les plates-formes et leurs terrassements taillés à force de travail manuel sur les flancs des montagnes, les ouvrages d'art assemblés soigneusement, les gares où subsistent encore

des inscriptions du passé. Le défaut d'entretien, l'envahissement des ouvrages par la végétation et l'occupation des gares à des usages non-ferroviaires ont définitivement condamné la ligne. On la voit par endroits transformée en piste cyclable ou en promenade pour piétons, comme ailleurs on fait du vélo-rail. Il y a parfois de jolis aménagements pour les loisirs...



Ainsi, tout comme les voies sur berges parisiennes sont transformées en lieux de villégiature, les voies ferrées édifiées par nos Anciens sont aménagées en espaces de loisirs.

On abandonne la France travailleuse au profit de l'oisiveté, le bien commun en échange de revendication de droits innombrables, la garantie du travail et d'une vraie vie sociale pour le déracinement et l'incertitude de l'avenir.

Aujourd'hui, la France est l'un des pays promoteurs d'une idéologie médiévale ayant amené la société à faire un bond en arrière sans précédent : l'islam.

Sous l'impulsion de traîtres capables du pire, l'islam s'y développe, faisant régresser l'évolution sociale et spirituelle dans l'épanouissement démocratique et républicain de culture chrétienne à celle d'une époque du Haut-Moyen-Âge dans une contrée désertique, n'ayant aucune structure étatique ni même le début d'une civilisation. C'est un recul incroyable qui altère durablement les conditions de vie.

Une association de malfaiteurs n'ayant pour la plupart jamais travaillé en entreprise mais ayant uniquement fréquenté les milieux administratifs et politiques a accédé au pouvoir par défaut et par vote communautaire. Sous son impulsion, il est entrepris de multiplier les mosquées en tant qu'aménagement d'une société soi-disant multi-culturelle : chaque préfecture, sous-préfecture ou chef-lieu de canton doit en avoir une, dans le but de désenclaver les régions mal islamisées. Toutefois, cette idée très antirépublicaine (le mal commun) peut amener à de graves troubles à l'ordre public. Ils laissent aussi leurs noms dans le domaine judiciaire, notamment dans les rubriques de droit commun.

Cette initiative permet d'assurer une islamisation à long terme que des millions de personnes légitimement fières de leur patrie refusent ; elle ajoute chaque semaine un édifice musulman sur notre terre de tradition chrétienne, à ce titre agressée de nombreuses fois par l'islam au cours des siècles passés et encore aujourd'hui. Des imams sont durablement employés à l'utilisation des mosquées ainsi créées, pour le plus grand désavantage de la vie individuelle et collective.

D'autres brillants dhimmis dont la liste est interminable autant qu'ils sont minables -phénomène rare dans l'histoire de notre République- verront peut-être bientôt leurs noms associés aux résultats de leur dhimmitude : mosquée Ali Juppé à Bordeaux (aux performances à évaluer) ou Traitement Intégral Antipatriote (TIA, pour empêcher toute entrave à la mondialisation). Tous sont de dévoués serviteurs du mal commun et de l'anti-France en étant d'excellents contributeurs de l'islam.

C'est dans ce contexte initié par tous ceux qui trahissent la France depuis quarante ans qu'est matérialisée la signification de leurs initiales : UMPS, Une Mosquée Par Semaine ; l'ensemble de ces constructions étant disposé selon le schéma dit « en peau de panthère » sur l'ensemble de notre territoire national. Après plusieurs décennies de travaux

*impressionnants -surtout par l'opacité de leurs financements-voici que notre pays est doté d'un nombre conséquent de mosquées (4801 aux dernières nouvelles) auxquelles s'ajoute une multitude d'écoles coraniques, abattoirs provisoires et lieux de « prière ». Malgré une augmentation considérable des méfaits de l'islam, ces constructions ne sont pas abandonnées, bien au contraire. **Fini le temps où la tranquillité publique était un phénomène tout à fait normal et où le bien commun était préservé par ceux qui savaient ce qu'était la guerre !***

Observons que ce maillage islamiste performant a pour but de faciliter les prêches et l'enseignement de la charia, garants de l'expansion de l'islam. Si toutefois il est bon d'assurer la liberté d'expression quand elle n'agresse pas notre Patrie, l'État et les collectivités n'ont pas à subventionner les religions (ou prétendues telles), c'est contraire à notre Constitution. En construisant des mosquées, on augmente d'autant l'enseignement de lois et principes contraires à notre conception républicaine ; ensuite, on se plaint des communautarismes, de la non-intégration et de la « radicalisation » ; constatons que tout cela n'est guère cohérent !

Cet abandon de nos valeurs de civilisation et aussi de la résistance considérable de nos Anciens aux invasions illustre ce qui se fait depuis longtemps partout : l'abandon de la France et des Français au profit d'intérêts financiers particuliers, de pouvoirs supranationaux en plus que d'idéologies illusoire de plus en plus démentes alliées à l'invasion migratoire dévastatrice. C'est cela la mondialisation.

Nous pouvons voir aujourd'hui les vestiges de ce passé prometteur, entreprenant et courageux dans tout le pays. Il reste les ruines industrielles d'où sont partis des millions de travailleurs réduits au chômage, les monuments à nos morts glorieux mal entretenus, les édifices où subsiste encore

notre devise nationale. Le défaut de vigilance républicaine, l'envahissement du débat de société par les associations d'idiots utiles et l'occupation des lieux publics à des usages communautaristes pourraient condamner définitivement notre République si nous n'y prenions pas garde. On la voit par endroits transformée en vente à la découpe de nos institutions, ou en laboratoire expérimental pour des apprentis-sorciers, comme ailleurs on fait son marché parmi des charlatans. Il y a souvent de jolis aménagements pour les groupes dont le but est d'assassiner la République..

Tout comme les réalisations des travailleurs du passé sont transformées en lieux de villégiature, notre Patrie républicaine édifiée par nos Anciens est aménagée en un sinistre théâtre de dictature des minorités. Ce mépris, ce gâchis, ce dénigrement, cet oubli de ce qui a fait la France aurait été inimaginable il y a peu de temps, quand notre pays était dirigé par des patriotes.

On abandonne la France travailleuse au profit de l'oisiveté, le bien commun en échange de revendication de droits innombrables, la garantie du travail et d'une vraie vie sociale pour le déracinement et l'incertitude de l'avenir. Plus encore, nos dirigeants abandonnent nos valeurs de civilisation et celles de notre République au profit de leurs intérêts électoraux immédiats, ceci sans aucun scrupule.

Il est grand temps que des patriotes reviennent au pouvoir afin de remettre la France sur les rails !

Daniel Pollett, responsable Résistance républicaine Gard